

dernière répond à un besoin national fondamental et, à long terme, qui ne devrait pas se ressentir des exigences passagères de l'austérité. La part du budget des sciences consacrée à la recherche universitaire devrait augmenter régulièrement à l'avenir, et, suffisamment pour tenir compte au moins de l'inflation et du coût croissant de la recherche. Même si cette norme était respectée, les ressources financières demeureront toujours relativement rares. Les universités et les organismes de subventions devront formuler des stratégies afin d'augmenter la mobilité des chercheurs dans le secteur universitaire et de permettre à plus de jeunes scientifiques prometteurs de faire carrière dans ce domaine.

On peut interpréter la crise dans les laboratoires du gouvernement comme provenant également de restrictions budgétaires et de l'immobilité de leur personnel. Il nous fait plaisir de constater que le gouvernement ait décidé récemment de faire une étude approfondie de ce problème d'immobilité et nous espérons que cette enquête permettra d'élaborer des stratégies pour le résoudre. La levée des restrictions budgétaires ne peut cependant pas être envisagée comme une solution, même partielle, à la crise montante des laboratoires gouvernementaux.

La récente décision du gouvernement d'abandonner ses activités scientifiques intra-muros injustifiées et de transférer les autres, au besoin, aux universités et à l'industrie indique bien que dorénavant une politique délibérée diminuera considérablement l'effort scientifique intra-muros. Nous espérons que le gouvernement ne tentera pas de maintenir la dispersion et l'isolement de son effort ainsi diminué. Le temps est venu de fusionner les programmes de recherche qui auront survécu, afin d'assurer un niveau optimal de fonctionnement, un meilleur moral et une plus grande souplesse. Cette concentration garantira que ces programmes intra-muros contribueront le mieux possible aux découvertes scientifiques et à l'innovation technologique. Pour atteindre cet objectif, la recherche à long terme intra-muros, tant fondamentale qu'appliquée, devrait être centralisée au CNRC qui deviendrait ainsi une académie nationale de recherches. Parallèlement, les activités de recherche à court terme et de développement destinées à répondre aux besoins de l'industrie secondaire devraient être regroupées et confiées à un nouvel organisme multidisciplinaire: la *Société canadienne des laboratoires industriels*. Sans cette centralisation, les laboratoires du gouvernement seront bientôt acculés à une véritable crise.

Bref, à propos du soutien que l'État devrait apporter à l'avenir au secteur universitaire et de la réorganisation des activités scientifiques intra-muros du gouvernement, nous recommandons principalement:

D'augmenter d'environ 12% le budget annuel des organismes de subventions au cours des cinq prochaines années, comme on l'a fait pendant l'année financière 1977-1978, pour compenser l'inflation et soutenir davantage la recherche universitaire;